

# La recherche linguistique en côte d'ivoire : bilan et perspectives

Kouassi Konan STANISLAS

Département de Lettres modernes, Université Peleforo Gon Coulibaly-Korhogo

**RÉSUMÉ** Pour être au service de la société, toute science doit s'adapter aux mutations sociales, culturelles, techniques et technologiques. Cette étude qui analyse les résultats de la recherche linguistique en Côte d'Ivoire montre qu'elle se résume à la description des langues, à l'étude des relations interlangues, à des projets d'éducation bilingue qui n'ont d'ailleurs pas franchi la phase expérimentale du fait de l'absence de volonté politique et de fonds de financement. Le domaine des industries de la langue reste le moins productif. La Côte d'Ivoire gagnerait donc à mettre fin à l'inégalité linguistique en adoptant une politique linguistique de développement qui s'enracine dans les langues et cultures locales dont la prise en compte décuple les énergies participatives et permet d'amorcer un développement économique et social. Cette réorientation de la recherche linguistique contribuera à hisser les langues locales dans la société de l'information, de la communication et de la connaissance.

**Mots-clés** : Bilan, Côte d'Ivoire, linguistique, perspectives, recherche.

**ABSTRACT.** In order to serve society, all science must adapt to social, cultural, technical and technological changes. This study, which analyses the results of linguistic research in Côte d'Ivoire, shows that it is limited to the description of languages, the study of inter-language relations, and bilingual education projects, which have not passed the experimental phase due to the absence of political will and funding. The field of language industries remains the least productive. Côte d'Ivoire would therefore benefit from putting an end to linguistic inequality by adopting a linguistic development policy that is rooted in local languages and cultures, the inclusion of which increases participatory energies tenfold and makes it possible to initiate economic and social development. This reorientation of linguistic research will help to bring local languages into the information, communication and knowledge society.

**Keywords:** Ivory Coast, linguistics, perspectives, research.

✉ auteur correspondant : [stanislas1980konan@gmail.com](mailto:stanislas1980konan@gmail.com)

**Pour citer cet article (Style APA) :** Stanislas, K.K. (2021). La recherche linguistique en côte d'ivoire : bilan et perspectives *Francisola : Revue Indonésienne de la langue et la littérature françaises*, 6(1), 11-23. doi:10.17509/francisola.v6i1.42554.

## 1. INTRODUCTION

L'histoire de la recherche linguistique dans les pays francophones d'Afrique noire entretient un lien étroit avec celle de l'éducation. En effet, dès l'ouverture, à Saint-Louis, de la première école française d'Afrique, le français a été imposé comme unique langue d'enseignement au détriment des langues locales. Ceci en dépit du fait que la langue revêt un caractère culturel qui fait sa particularité. Ainsi, l'identité des peuples africains a été déniée. Cette façon de faire a entraîné des difficultés d'enseignement-apprentissage face auxquelles Jean Dard a mis en place, en mars 1817, l'enseignement mutuel. Cette méthode consistait à amener « *Les élèves à lire et à écrire dans leur langue [wolof] avant de passer au français, et les meilleurs aidaient les autres.* » (Calvet, 2010, p. 20). Elle s'est avérée être une réussite totale puisqu' « *en deux ans, plus de quatre-vingt jeunes noirs ou mulâtres profitèrent si bien des leçons de l'école, qu'ils furent capables d'écrire le wolof en caractères français* » (Calvet, 2010, p. 21). L'enseignement mutuel n'a cependant pas échappé aux vives critiques des impérialistes qui désignaient abusivement les langues africaines sous les vocables péjoratifs ci-après : dialectes, patois, jargon informe, etc. Ils sont même allés « *jusqu'à dire que les nègres en général n'avaient pour langage qu'une espèce de gloussement sans règles, sans principes* » (Calvet, 2010, p. 24).

Ces représentations et/ou dénominations résultent d'un racisme, d'une intolérance culturelle et d'une certaine inculture au regard de l'histoire de la linguistique. En effet, cette discipline était en pleine construction au XIX<sup>ème</sup> siècle. À cette période de son histoire, les langues des différentes régions du monde n'étaient pas suffisamment décrites et connues. À propos du wolof, Jean Dard soulignait que « *Le langage des nègres wolof n'est pas une langue écrite [...]. Malgré ses variations sans nombre, ce dialecte est régulier,*

*uniforme, assujetti à des principes fixes.* » (Calvet, 2010, p. 25). Il est l'auteur des deux premiers écrits en cette langue. Il s'agit du *Dictionnaire wolof-français*, publié en 1825 et de la *Grammaire wolof ou méthode pour étudier la langue des noirs en Sénégambie*, publié en 1826. Toutefois, les premiers travaux d'une rigueur scientifique sont l'œuvre de Faidherbe <sup>1</sup>(1818-1889).

Cet élan s'est poursuivi avec Maurice Delafosse (1870-1926) qui a publié l'ouvrage intitulé : *Vocabulaires comparatifs de plus de soixante langues ou dialectes parlés en Côte d'Ivoire et les régions limitrophes avec des notes linguistiques et ethnologiques, une bibliographie et une carte*, en 1904. En 1953, le rapport publié sur l'emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement a amené les décideurs ivoiriens à créer l'Institut de Linguistique Appliquée (ILA) à travers le décret n°66-372 du 08 septembre 1966. Cet institut a été chargé de la description scientifique des langues ivoiriennes, de la mise au point de leurs règles orthographiques en vue de négocier leur passage à l'écriture, de l'enrichissement de leurs vocabulaires, l'élaboration de documents didactiques pour le scolaire et l'extrascolaire, de l'appui à tous travaux allant de l'optique de l'étude et de l'utilisation pratique des langues nationales pour le développement. La finalité était « *d'aider à l'enseignement du français, de décrire les langues ivoiriennes en vue de leur enseignement, de proposer des stratégies et méthodes d'alphabétisation aussi bien en français qu'en langues nationales, de conduire des recherches en tradition orale et sur la situation sociolinguistique de la Côte d'Ivoire.* » (Kouadio, 1977, p. 225). En d'autres termes, l'ILA devait aider à parvenir à un type d'enseignement autre que celui hérité de la colonisation, un modèle d'enseignement axé sur les valeurs culturelles et langues ivoiriennes. Pour y parvenir, quatre axes de recherche ont été définis. Ce sont : la description des langues, les industries

de la langue, l'anthropologie linguistique et la didactique des langues.

Pour mieux rendre compte des résultats enregistrés dans ce champ important de la recherche scientifique l'on a mis à contribution la théorie du déterminisme technologique qui postule que le changement technique est autonome mais il provoque toujours un changement social. À ce propos, il convient de faire remarquer que le développement de l'informatique, « *composante majeure de la société de l'information* » (Pierre, 2007, p. 8), a bouleversé le champ de la recherche linguistique. Il a permis la révision des outils, méthodes de collecte et d'analyse des données. Les industries de la langue qui comprenaient les activités telles que la traduction automatisée, la gestion de contenu, le traitement de la parole (reconnaissance de la voix, biométrie de la voix, texte à voix) ont vu leur champ s'étendre. La traduction, par exemple, s'est étendue à la localisation/globalisation (logiciels et Internet), à l'interprétation, à la terminologie, etc.

L'enseignement des langues ne se fait plus exclusivement par les canaux classiques. Il est de plus en plus question de formation linguistique en ligne et d'évaluation des connaissances linguistiques. Comme on peut le voir, les technologiques numériques sont de plus en plus au cœur de la recherche linguistique à tel point que la langue est devenue un instrument au service de la société de l'information et de la communication. C'est à travers elle que les savoirs sont transmis et que les résultats de la recherche sont diffusés. Et ce, sur divers supports. Dès lors, toute langue, pour intégrer la société de l'information et de la communication, doit s'adapter aux innovations techniques et technologiques.

Diverses interrogations découlent de ces évolutions constatées. Quels sont les principaux résultats enregistrés par la recherche linguistique en Côte d'Ivoire ? Quels sont les impacts des études initiées sur l'évolution de la linguistique en tant que science ? Quelles sont les impacts de ces recherches sur le développement social et

économique de la Côte d'Ivoire ? Que reste-t-il à faire pour rendre la recherche linguistique en Côte d'Ivoire plus utilitaire ? Loin de faire un inventaire exhaustif des différents travaux menés ainsi que des résultats enregistrés, cette étude porte une vue synoptique sur les travaux effectués au niveau de chacun des champs de la recherche linguistique en Côte d'Ivoire. Elle met en évidence les avancées tout comme les limites observées en vue de définir de nouvelles perspectives de recherche.

## 2. MÉTHODE

Une recherche documentaire portant sur les travaux exécutés sur les langues ivoiriennes a été effectuée à l'effet de recenser les principaux travaux et de faire le point des avancées qu'ils ont permis d'effectuer. Cette technique de collecte de données n'a certes pas permis de faire un inventaire exhaustif mais elle donne une vue synoptique des études menées dans cette perspective. L'objectif poursuivi est d'analyser les résultats enregistrés par la recherche linguistique à la lumière des évolutions constatées au plan international dans ce champ de recherche en vue d'en dégager les limites et de définir des perspectives pour permettre aux langues ivoiriennes d'intégrer véritablement la société de l'information et de la communication.

## 3. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Les sections ci-dessous présenteront les principaux résultats enregistrés au niveau de chacun des axes de la recherche linguistique en Côte d'Ivoire que sont : la description linguistique, la didactique et l'enseignement des langues, l'industrie des langues et l'anthropologie linguistique.

### 3.1. Au niveau de la description des langues

La description des langues constitue sans aucun doute le champ le plus prolifique de la recherche linguistique en Côte d'Ivoire. Il est vrai que l'autonomie de certaines langues n'est pas encore prouvée parce qu'elles ne

sont pas, pour l'heure, toutes décrites mais il convient de relever qu'il existe un florilège de travaux de description partielle ou systématique qui ont porté aussi bien sur les langues locales que sur la langue française. Ceux conduits sur les langues ivoiriennes ont permis de vérifier les principales théories linguistiques (Creissels, 1991), de déterminer leurs structures et de rendre compte de leurs règles de fonctionnement (Creissels et Kouadio, 1977). Sur la base de ces données et sur celle des similitudes observées, l'on est parvenu à leur classification typologique (Houis, 1980) et à leur répartition en quatre familles de langues (gour, mandé, kru et kwa). Un atlas linguistique a été élaboré pour chaque famille de langues (Hérault et al., 1983 pour les langues Kwa ; Mensah E. et al., 1983, pour les langues gur ; Hazam Halaoui et al., 1983 pour les langues mandé sud ; et Marchese Lynell, 1983, pour les langues kru). Aujourd'hui, les langues locales sont suffisamment connues. Leurs similitudes ainsi que leurs divergences avec les langues des autres régions du monde sont relevées si bien des grammaires ont été élaborées. Un dictionnaire français-baoulé a été publié par Judith Timyan et al., en 2003. Un travail portant sur les cultures que véhiculent les langues locales a été publié par Boutin et al. (2011), etc.

Quant aux travaux de description systématique ou partielle conduits sur la langue française, ils ont montré qu'il existe une norme endogène de cette langue qui se décline en trois variétés distinctes : le Français Populaire Ivoirien (FPI), le français ivoirien et le nouchi. Celles-ci coexistent, se concurrencent et s'interpénètrent (Kouadio, 1997) et prennent la forme d'un continuum linguistique. À ce propos, Kunsten (2002) précise que le français de Côte d'Ivoire se répartit en un continuum allant d'un français proche du français standard, se distinguant de celui-ci par quelques traits d'ordre

phonétique et lexical, à un français basilectal se caractérisant par un nombre de traits non standard en passant par un français local. ». L'analyse de leurs lexiques montre à quel point il est difficile de dire quelles sont les spécificités lexicales du FPI, la frontière dans ce domaine, entre les différentes variétés lexicales de français étant complètement artificielle. (Lafage, 2002). Cela s'explique par le fait que « le français local emprunte souvent des termes au FPI et le nouchi emprunte aux deux, par conséquent, la limite entre le FPI et le nouchi a tendance à s'amenuiser. » (Brou Diallo, 2004, p. 29). En somme, les variétés de la norme endogène de français partagent un fonds lexical commun même si chacune d'elles présente des particularités sémantiques, lexicales, phonético-phonologiques, morphosyntaxiques (Adopo, 2009). Le nouchi est un mélange de français et de langues locales ivoiriennes. Cette caractéristique de cette variété en pleine expansion dans les milieux urbains et périurbains confirme l'hypothèse selon laquelle les langues évoluent dans le temps, dans l'espace et témoigne du dynamisme du français de Côte d'Ivoire.

### **3.2. Au niveau de l'anthropologie linguistique**

L'anthropologie linguistique est un champ d'étude qui met un point d'honneur sur diverses réalités telles que la diversité linguistique et les relations interlangues. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, pays à forte hétérogénéité linguistique, les travaux ont relevé la densité des interactions culturelles et la réciprocité des influences entre les langues présentes dans le paysage linguistique ivoirien. À ce propos, l'étude que nous avons conduite, en 2015, a relevé les influences morpho phonologiques, lexicales, sémantiques et syntaxiques que le français exerce sur les langues locales. Elles se présentent sous la forme d'alternances

codiques, des codes switching, des emprunts abusifs, etc. et s'observent chez toutes les catégories de locuteurs, y compris ceux supposés être des locuteurs modèles. Et ce, en dépit des efforts de création lexicale fournis par les locuteurs de ces langues en vue de communiquer les informations relatives aux réalités nouvelles. On relève même des insuffisances et ambiguïtés qui apparaissent comme un signe de leur impuissance face à l'expression des réalités exogènes aux cultures locales. Les données issues d'entretiens, en guise d'élicitation, conduits auprès des animateurs des émissions en langues locales, présentés comme des locuteurs modèles, montrent qu'un trop grand recours aux lexiques des langues occidentales entraînerait des difficultés d'interprétation. De même, un trop grand attachement aux cultures locales et systèmes des langues locales ne permet pas de rendre compte de toutes les réalités du monde moderne. L'étude que nous avons conduite par la suite, en 2017, a relevé aussi l'accroissement de la productivité de l'emprunt qui s'inscrit de plus en plus comme le procédé de création lexicale le plus productif dans leurs discours. C'est, en réalité, à travers des termes empruntés que ceux-ci désignent les autorités administratives ou politiques, communiquent les informations relatives à leurs activités, évoquent les relations de travail, les titres, les grades ; localisent les événements dans l'espace et dans le temps ; décrivent la couleur des choses, expriment de l'ordre de déroulement des actions et le quantième ; estiment les masses, distances, superficies et capacités. Il en est de même pour la communication des adresses et des contacts téléphoniques, de la désignation des sommes d'argent et des systèmes comptables.

Les travaux conduits dans cette perspective sur la langue française ont fait la lumière sur le contexte sociolinguistique

(Kouadio, 1997) et la dynamique linguistique en œuvre en Côte d'Ivoire. Ils ont largement explicité les conditions d'émergence de la norme endogène de français (Aboa, 2010). Ces études ont également montré que l'idéologie linguistique en œuvre en Côte d'Ivoire fait que le français joue un rôle capital dans le paysage linguistique ivoirien et dans tous les domaines de la vie publique. De ce fait, cette langue est l'objet d'une appropriation exceptionnelle qui traduit le « *sentiment de fierté de l'Ivoirien qui, tout en prenant pour modèle dans bien des domaines le schéma occidental, tient à conserver et à renforcer son identité en maintenant toujours avec ce modèle une différence volontaire.* ». Cela à tel point que « *la situation du français s'est nettement différenciée et particularisée.* » (Aboa, 2010, p. 2). La norme endogène de français en usage en Côte d'Ivoire présente le visage d'un français acclimaté auquel les ivoiriens ont su donner forme et contenu. (Adopo, 2009). Le français de Côte d'Ivoire subit également l'influence des classes sociales à tel point qu'il « *ne consiste pas en une forme unique, mais se compose d'une pluralité de formes.* » (Boutin, 2004 p. 280). Cet état de fait est à l'actif de la diversification des modes d'appropriation (Boutin, 2004) et de la diversité linguistique dont la prise en compte a ouvert de nouvelles perspectives de recherches en didactique des langues.

### **3.3. Au niveau de la didactique des langues**

Le français, la langue officielle, est l'unique médium d'enseignement en dépit du plurilinguisme du pays. Toutes les autres langues en usage dans le pays sont ainsi maintenues en marge de la vie des institutions. Leur minoration ainsi que leur non prise en compte dans la définition des contenus à enseigner entraînent des difficultés d'acquisition du français par les élèves. En réaction, des chercheurs de l'Institut de Linguistique Appliquée, en

collaboration avec ceux de l'Institut de Recherches Mathématiques (l'IRMA) de l'Université d'Abidjan, ont initié quatre projets de préscolarisation en langues nationales. Ces projets ont respectivement porté sur les langues adioukrou (en 1980 dans le village de Mopoyem près de la ville de Dabou), baoulé et en dioula (en 1982 à Yaokoffikro près de la ville de Bouaké), yacouba (en 1983, à Dimpleu à 5 kilomètres de la ville de Man), malinké et sénoufo (dénommée « Projet-Nord » dans les départements de Korhogo et de Boundiali). Cette dernière initiative a été récupérée au début de l'année scolaire 1996-1997 par l'ONG « Savane Développement » créé par des Hauts Cadres du Nord. Ceux-ci, avec l'appui des chercheurs de l'ILA, ont ouvert le « Centre scolaire intégré du Niéné » (CSIN) à Kolia au sein duquel les élèves recevaient un enseignement en langue maternelle, du préscolaire ou de la première année du primaire jusqu'à la fin du CE1. Pendant ce temps, le français écrit constitue un objet d'enseignement C'est à partir du CE2 que le français devient la langue d'enseignement. Suite à l'évaluation qui y a été faite par le Ministère en charge de l'éducation, les arrêtés n°0040 du 20 août 2000 et n°108-MEN/CAB du 13-11-2000 portant respectivement ouverture du projet à dix (10) langues et création du Projet École Intégrée ont été pris. Car, à l'instar de ceux initiés quelques années plus tôt, cette initiative a montré que l'utilisation des langues primaires des élèves, au moins pendant les premières années de l'enseignement, facilite considérablement l'apprentissage mais ce projet demeure dans sa phase expérimentale.

Depuis juin 2016, la Côte d'Ivoire s'est lancée dans la phase 2 de l'initiative ELAN-Afrique dont la phase expérimentale porte sur le baoulé et le dioula qui sont utilisées du CP1 au CE1 depuis la rentrée scolaire 2016-2017. Elle consiste pour les instituteurs dits

locuteurs à apprendre aux écoliers à écrire, lire et compter en langue maternelle. Et ce, jusqu'à la classe de CE1 où le français leur sera enseigné. Cette innovation tient au fait que le monolinguisme de principe en œuvre en vigueur dans le système éducatif ivoirien, selon les textes officiels, s'est estompé au bénéfice d'un plurilinguisme de fait (Kouamé, 2013a). Cela au regard des répertoires des élèves de Côte d'Ivoire (Kouamé, 2012) qui attestent l'utilisation en classe des variétés locales de français (Kouamé, 2013c) et amènent à s'interroger sur la question de la méthode d'enseignement du français qui a besoin d'être révisée en vue de l'adapter aux réalités sociolinguistiques (Kouamé, 2014).

#### **3.4. Au niveau de l'industrie des langues**

Les industries de la langue sont un champ de recherche en linguistique appliquée sert de terme générique qui englobe une série d'applications informatiques qui font intervenir à un moment ou à un autre des connaissances linguistiques. Dès lors, l'étude de la langue n'est plus uniquement envisagée dans une perspective littéraire. Elle n'est pas seulement l'affaire des linguistes, des terminologues et des traducteurs. La langue intéresse de plus en plus les informaticiens, les cognitivistes, les didacticiens, bien d'autres chercheurs et les industriels. Ainsi, de nouveaux secteurs d'activités sont apparus dans le champ d'étude de la langue. On peut citer entre autres : le traitement de la langue pour l'ordinateur (analyse, compréhension, génération, interface en langue naturelle, traitement de la parole) et le traitement de la langue à l'aide de l'ordinateur (la terminotique, informatique lexicographique, reconnaissance de caractères, l'aide à la rédaction, traduction assistée par l'ordinateur). A ces activités principales, s'ajoutent des domaines connexes comme la

production de logiciels et l'informatique documentaire.

Axées sur les grandes mutations techniques et technologiques intervenues dans les domaines de la bureautique, le traitement de texte et l'édition, les IDLL vont enregistrer des succès divers matérialisés par des produits utilisés ou utilisables dans la conception de systèmes de reconnaissance et de synthèse de la parole et la traduction. On note aussi la fabrication d'interfaces en langage naturel et bien d'autres produits. Il apparaît donc clairement que les industries de la langue révèlent donc une importance capitale. Elles semblent même être désormais incontournables dans le monde industriel et particulièrement dans le processus de fabrication des divers produits. Au niveau de la documentation des langues, par exemple, les logiciels issus des industries de la langue interviennent dans l'archivage et la diffusion de données primaires qui les rendent accessibles à tous et à très long terme. Les données linguistiques archivées servent également de base à la vérification et à la généralisation des théories linguistiques. On peut citer en exemple le logiciel Huma-Num3 lancé en 2013 dont l'objectif est de parvenir à un archivage pérenne. Selon le site <https://www.huma-num.fr/>, consulté le 14 janvier 2021, ce logiciel est une très grande infrastructure de recherche (TGIR) qui vise à faciliter le tournant numérique de la recherche en sciences humaines et sociales. Il est bâti sur une organisation originale qui consiste à mettre en œuvre un dispositif humain (concertation collective) et technologique (services numériques pérennes) à l'échelle nationale, voire internationale, qui s'appuie sur un réseau de partenaires et d'opérateurs. Par l'intermédiaire de consortiums regroupant des acteurs des communautés scientifiques, ce logiciel favorise la coordination de la production raisonnée et collective de corpus de sources.

Selon la même source, la TGIR Huma-Num développe également un dispositif technologique unique permettant le traitement, la conservation, l'accès et l'interopérabilité des données de la recherche. Elle est ouverte à un ensemble de programme de recherches de l'enseignement supérieur et de la recherche (UMR, UMS, EA, etc.) qui est composée de services numériques dédiés, d'une plateforme d'accès unifié (ISIDORE) et d'une procédure d'archivage à long terme. En d'autres termes, la TGIR Huma-Num propose en outre des guides de bonnes pratiques technologiques généralistes à destination des chercheurs. Elle peut mener ponctuellement des actions d'expertise et de formation.

Comme on peut le voir à travers l'exemple de la TGIR Huma-Num, le champ de recherche des industries de la langue est très prolifique. Cette dynamique est loin d'être suivie par les pays africains dont les langues demeurent jusque-là absentes sur la toile, y compris les grandes langues transfrontalières. (Somé, 2009, p. 89). En Côte d'Ivoire, par exemple, les IDLL constituent le champ de la recherche le moins productif alors qu'elles font partir des missions assignées à l'Institut de Linguistique Appliquée. Les langues ivoiriennes ne sont donc pas encore des instruments de la connaissance universelle qui est « véhiculée, de nos jours, par les Technologies de l'Information et de la Communication. » (Abolou, 2006, p. 65). Les défis de la numérisation et de l'informatisation des langues ivoiriennes sont loin d'être relevés en Côte d'Ivoire dans la mesure où elles ne sont pas encore analysées au moyen d'ordinateur et mises au service de l'ordinateur. Le secteur des industries de la langue est visiblement très peu productif en Côte d'Ivoire d'autant plus que la présence sur la toile se résume à des actions de promotion des patrimoines culturels et linguistiques sur les réseaux sociaux numériques. A ce propos, il apparaît clairement que les chercheurs ivoiriens ne sont pas encore parvenus à s'approprier les technologies numériques dans la recherche

linguistique d'autant plus que les langues de ce pays ne font pas l'objet de recherches informatiques en intelligence artificielle et en cognitive.

### 3.5. Les limites de la recherche linguistique en Côte d'Ivoire

La recherche linguistique en Côte d'Ivoire a connu des avancées significatives dans les domaines de la description scientifique des langues, de l'anthropologie linguistique et surtout de la didactique des langues. Ceci a abouti à l'élaboration de corpus écrits ou oraux, à la classification et à la reconstruction ou encore à la description de la dynamique linguistique. Au niveau de la linguistique appliquée, de nombreux résultats ont été enregistrés par l'ILA depuis sa création jusqu'au milieu des années 1980. Au cours de cette période, cet institut de recherche a été doté d'infrastructures et d'équipements qui bénéficiaient d'une maintenance régulière. Aujourd'hui, l'État de Côte d'Ivoire ne s'y intéresse plus. L'appui extérieur avec les différentes coopérations n'existe plus. La question du financement de la recherche linguistique se pose avec acuité. Les expériences initiées dépendent, en effet, en grande partie de sources de financement extérieures ou privées. C'est le cas du « Centre scolaire intégré du Niéné » (CSIN) à Kolia financé par l'ONG « Savane et Développement » qui a dû fermer après une année de fonctionnement suite à des problèmes financiers, en dépit du succès enregistré. Il en est de même pour le Projet École Intégrée qui a bénéficié de l'appui financier de structures internationales (l'IUE, la GTZ, le PNUD, l'UNICEF, le PASEC, la Banque Mondiale, etc.). Le constat est le même au niveau l'Initiative ELAN-Afrique qui est financé par de l'AUF.

Cette dépendance des sources de financement extérieures et privées des projets d'éducation bilingue atteste l'absence de

volonté politique de l'État qui maintient le français comme unique langue officielle et principal médium d'enseignement. Cette inégalité linguistique amène à penser que les communications des autorités ivoiriennes lors des rencontres internationales sont des opérations de charme qui relèvent du discours politiquement correct. C'est le cas avec la Ministre en charge de l'éducation de base en Côte d'Ivoire qui a soutenu, à l'occasion de la cérémonie de lancement de la phase 2 de l'initiative ELAN-Afrique, que « *l'introduction des langues nationales dans l'éducation de base est une initiative lumineuse* » et que « *la Côte d'Ivoire a perçu très tôt la nécessité de la prise en compte des langues nationales dans l'enseignement à l'école primaire* ». Pourtant, seules onze langues locales sont utilisées dans 36 écoles primaires dans le cadre du projet école intégrée créé depuis le 13-11-2000. Cet acte des décideurs ivoiriens qui a jadis suscité beaucoup d'espoir chez les chercheurs pour qui, les autorités semblaient avoir compris le bien-fondé de l'enseignement bilingue qui débute dans la langue première de l'apprenant. Ils ont fini par déchanter vu que ce projet stagne depuis vingt ans dans sa phase expérimentale prévue pour ne durer que sept ans. Pour l'heure, rien ne traduit la volonté de l'État à aller de l'avant, c'est-à-dire à généraliser le projet école intégrée. Cela en dépit des efforts fournis AUF qui appelle tous les pays à s'approprier ELAN-Afrique et à s'engager véritablement pour sa réussite.

Ces appels à l'action sont loin d'être entendus par la Côte d'Ivoire qui, quand bien même elle aurait adhéré à l'initiative ELAN-Afrique, n'a pas encore manifesté une volonté politique réelle en la matière. Cet état de fait démotive les chercheurs qui, par faute d'un fonds de financement de la recherche en général et en particulier la recherche linguistique, mènent des travaux qui répondent à des enjeux carriéristes. Ces travaux, pour la plupart, théoriques se



résumant à la description des langues et à la vérification des théories linguistiques si bien qu'ils n'ont pas un impact direct sur la société ivoirienne. Aussi, les résultats de ces recherches essentiellement diffusés par les revues scientifiques ne sont pas valorisés à telle enseigne qu'il existe un fossé entre la linguistique descriptive et la linguistique appliquée qui devaient être complémentaires. Pourtant, « *C'est par l'application de la description qu'on pourra également améliorer et renforcer la recherche descriptive déjà existante.* ». (Adou, 2013, p. 40). À ce propos, on relève une absence de collaboration scientifique entre les structures académiques (l'ILA, les Départements des Sciences du Langage et des Lettres Modernes, le Service Autonome d'Alphabétisation, le Département des Lettres Modernes de l'École Normale Supérieure) et celles en charge de la formation qualifiante (les Centres d'Animation et de Formation Pédagogique et l'École Normale Supérieure).

### 3.6. Perspectives de recherches nouvelles

Les technologies numériques ne sont pas encore véritablement appliquées aux langues ivoiriennes. Elles ne font donc pas encore l'objet de traduction automatisée et de localisation/globalisation. Il n'existe pas non plus d'outils d'aide à la traduction de ces langues, etc. Aussi, les tentatives d'adaptation terminologique observées ne se font pas dans un cadre formel qui utilise des outils modernes. À ce propos, une part belle est faite aux langues étrangères qui sont enseignées au sein des Universités publiques et privées où ont été créés des départements d'anglais, d'allemand, d'espagnol et de portugais. À côté de ces langues, on a le mandarin qui est enseigné en option dans certains départements des universités publiques et privées. Outre ces filières, on note la création du Centre Universitaire d'Enseignement Francophone (CUEF) et de nombreux cabinets où sont apprises les langues étrangères. En somme, il n'existe pas véritablement de

professionnels de la langue qui s'intéressent aux langues endogènes en dépit du fait que ces langues sont en train de perdre de leur vitalité. Cette situation impacte négativement sur les représentations des langues locales qui sont péjorées au regard des conceptions ci-dessous : « *la langue locale ne va pas dans bureau et ce n'est pas si sûr qu'elle favorisera la création d'une langue* » et qu'« *il est aujourd'hui nécessaire de parler une langue internationale* » ; « *il n'est plus logique de parler son ethnique parce que notre pays compte plus de soixante ethnies. Si l'on parle son ethnique, il y a frustration* » ; « *La Côte d'Ivoire doit émerger donc s'attacher à nos ethnies renferme, retarde le progrès de cette société car nous avons plusieurs ethnies* » (Kouassi, 2020, p. 29-30). Il convient alors de réorienter la recherche linguistique pour offrir de nouvelles alternatives d'acquisition des langues locales, lutter contre la péjoration de leurs représentations, faciliter leur promotion, leur préservation et leur pérennisation.

Il s'agira de montrer qu'elles ne sont pas des dialectes dépourvus de grammaires et dont les lexiques sont pauvres. Cela permettra d'éradiquer les préjugés distillés au sujet de ces langues. Pour y parvenir, la Côte d'Ivoire pourrait former des professionnels de la langue (traducteurs, interprètes, terminologues, interprètes en langue des signes, localisateurs, développeurs et chercheurs en technologies langagières, etc.) qui travailleront sur les langues locales comme c'est le cas au Canada où il existe des spécialistes qui offrent divers services dans une trentaine de langues. Ainsi, le pays pourra sortir de l'inégalité linguistique face aux connaissances modernes et universelles. Il passera du modèle linguistique actuel de développement axé sur le français à un modèle linguistique endogène ancré dans les valeurs culturelles et langues locales. Ceci nécessite la mise au service des langues locales des technologies numériques pour leur permettre d'être « [...] en amont et en aval

*des projets de développement* ». Cela dans la mesure où leur prise en compte « déclenche les énergies participatives et des processus de réhabilitation des savoirs locaux (Robinson, 1998, p. 248). Le passage du modèle exogène actuel à un modèle endogène favorisera la participation populaire, « une meilleure utilisation des facteurs locaux, la stimulation de la créativité, la prise en compte des conditions écologiques, de la solidarité, de l'autosuffisance et de la moindre aliénation. » (Abolou, 2008, p.25). Dès lors, l'orientation de la recherche vers des champs nouveaux s'impose, les langues et les cultures étant des ressources inestimables à capitaliser dans tout processus de développement. (Bamgbose, 2000).

Il convient donc de numériser les langues ivoiriennes pour les hisser dans la société de l'information et de la communication et pour en faire des canaux modernes de diffusion de l'information et de la transmission des connaissances. Leur documentation permettra également de juguler les déficits lexicaux qu'elles présentent et qui se matérialisent par des difficultés d'expression observées dans les productions langagières de leurs locuteurs (Kouadio, 1979 ; Kouassi, 2015, 2017, 2018). On relève même une certaine impuissance chez les locuteurs de ces langues qui optent pour l'emprunt qui se présente comme le procédé de création lexicale le plus productif (Kouassi, 2017). De ce fait, la recherche linguistique doit donc comporter un volet lexicologique et/ou lexicographique qui contribuera à adapter les lexiques des langues ivoiriennes aux nouveaux besoins de communication induits par les mutations sociales, culturelles, techniques et technologiques. La recherche linguistique doit être plus utilitaire. De ce fait, la Côte d'Ivoire gagnerait à encourager les travaux qui s'inscrivent dans le champ des industries de la langue et des technologies de la langue. Elle pourrait, pour ce faire, mettre à la disposition des chercheurs des outils

modernes d'analyse des langues, coordonner les activités de recherches linguistiques et surtout assurer le suivi des projets qui doit être assuré par des structures spécialisées. Le pays peut, à ce sujet, s'inspirer de l'exemple de la France qui a réussi à hisser sa langue au rang des grandes langues internationales et de travail au sein des institutions internationales grâce à l'action conjuguée de structures techniques telles que l'Académie Française (1634), la délégation générale à la langue française et aux langues de France, l'OIF, l'AUF, etc.

#### 4. CONCLUSION

En Côte d'Ivoire, la recherche linguistique a permis la description des nombreuses langues et la démonstration de l'autonomie des unes par rapport aux autres. Des lexiques, dictionnaires et des manuels de grammaires ont été élaborés et publiés. Les études dialectologiques et anthropologiques ont abouti à la classification en familles des langues ivoiriennes. Les travaux portant sur les relations interlangues et les réalités de l'enseignement du français ont, quant à eux, montré que les apprenants rencontrent de réelles difficultés impulsées par la dynamique linguistique en œuvre et le maintien des langues premières en dehors du système éducatif officiel. En réponse, des projets d'éducation bilingue ont été initiés mais aucun d'entre eux n'a pour l'heure franchi la phase expérimentale. Cette situation est à l'actif du manque de volonté politique qui se traduit par une forte dépendance de la recherche linguistique des sources de financement extérieur. Pourtant, ces langues qui jouent un important rôle aux niveaux psychosocial, culturel, cognitif et intellectuel méritent d'être adaptées aux mutations culturelles, sociales, techniques technologiques.

L'élan abordé au cours des années 70 et 80 au cours desquelles la recherche

linguistique a enregistré des résultats probants parce qu'elle était financée a été freiné. Les infrastructures et équipements dont avaient été doté l'ILA et qui bénéficiaient de maintenance régulière n'existent plus. Il en est de même pour les financements de l'état et les appuis extérieurs. Les rares projets de recherches financés depuis lors sont l'œuvre d'organismes privés. C'est le cas du « Centre scolaire intégré du Niéné » (CSIN) à Kolia (financé par l'ONG « Savane et Développement »), Projet École Intégrée (qui a bénéficié de l'appui financier de structures internationales comme l'IUE, la GTZ, le PNUD, l'UNICEF, le PASEF, la Banque Mondiale, etc.) et de l'Initiative ELAN-Afrique financée par l'AUF. De ce fait, les recherches initiées se résument à des phases expérimentales et à descriptions théoriques qui n'ont pas un impact direct sur la société ivoirienne. Les résultats de ces recherches ne sont donc pas exploités si bien qu'il opère une inégalité linguistique au bénéfice du français qui est au cœur du processus de développement. C'est dans cette langue que les connaissances modernes et universelles ainsi que les projets de développement sont élaborés et diffusés bien que les langues locales jouent un important rôle dans le vécu quotidien des populations. Pour donc sortir de l'inégalité linguistique et impulser le développement des langues locales, il convient de mettre les technologies numériques au service de ces langues pour en faire de véritables leviers du développement économique et social. Il convient, pour ce faire, de passer du modèle linguistique exogène actuel de développement à un modèle endogène axé sur les réalités culturelles et langues locales. Ceci passe par une numérisation de ces langues, une condition sine qua non pour les hisser dans la société de l'information et de la communication.

#### REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tous les organismes et/ou toutes les personnes qui ont apporté une contribution significative à la rédaction et/ou à l'amélioration de l'article.

<sup>1</sup> Ce sont : *Vocabulaire d'environ 1500 mots français avec leurs correspondants en wolof de Saint-Louis, en poular (Toucouleur) du fonta, en soninké (sarakholé) de Bakel*, 1864 ; *Étude sur la langue kéguem ou sérère sine*, 1865 ; *Dictionnaire de la langue poul, par le général Faidherbe, augmenté par le docteur quintin* », 1881 ; *Grammaire et vocabulaire de la langue poul à l'usage des voyageurs dans le Soudan avec une carte indiquant les contrées où se parle cette langue ; Langues sénégalaises : wolof, arabe-bassania, soninké, sérère, notions grammaticales, vocabulaires et phrases*, 1887.

#### RÉFÉRENCES

- Aboa, A.A.L. (2010). La Côte d'Ivoire et la langue française : les facteurs d'une appropriation », in *Revue Électronique des Sciences du Langage*, n°15, p 1 – 13 Université de Cocody-Abidjan /CUEF.
- Abolou, C. R. (2006). L'Afrique, les langues et la société de la connaissance. *Hermès, La Revue*, (2), pp. 165-172. <https://doi.org/10.4267/2042/24047>
- Abolou, C. R. (2008). La bouche qui mange parle : langues, développement et interculturalité en Afrique noire. *African Anthropologist*, 15(1&2), pp. 21-38.
- Adopo Assi François (2009). *Le français, langue ivoirienne*, Publication du LTML, Université Félix Houphouët Boigny, ILA, p.47. Repéré à l'adresse : [www.ltml.ci/files/publications/francais.pdf](http://www.ltml.ci/files/publications/francais.pdf), consulté le 12 juillet 2011.
- Bamgbose, A. (2000). *Language and exclusion: The consequences of language policies in Africa* (Vol. 12). LIT Verlag Münster.
- Boutin, A. B., KOUAME, J-M. K. et NEBOUT-ARKHURST, P. (2011). Contexte ivoirien de l'appropriation du français langue d'enseignement. *Annales de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines*, n°5, pp. 43-63. Université Marien n'Gouabi.
- Koffi, B. K. A. (2001). *L'univers Akan des prénoms baoulé en Côte d'Ivoire*. Nouvelles Éditions ivoiriennes.

- Brou-Diallo, A. C. (2004). *Aspects des difficultés d'apprentissage du français langue étrangère par les étudiants anglophones africains*. [Thèse de doctorat en sciences du langage]. Université Paul Valéry.
- Calvet, L. J. (2010). *Histoire du français en Afrique. Une langue en copropriété ?* Organisation Internationale de la Francophonie, Éditions écriture.
- Creissels, D. et Kouadio, N. (1977). *Description phonologique et grammaticale d'un parler baoulé : parler de la région de Toumodi* (Vol. 59). Institut de linguistique appliquée.
- Creissels, D. (1991). *Description des langues négro-africaines et théorie syntaxique*. Ellug.
- Delafosse, M. (1904). *Vocabulaires comparatifs de plus soixante langues ou dialectes parlés en côte d'ivoire et les régions limitrophes avec des notes linguistiques et ethnologiques, une bibliographie et une carte*. Ernest Leroux.
- Halaoui, N., TERA, K., et TRABI, M. (1983). *Atlas des langues mandé-sud de Côte d'Ivoire*. Agence de coopération culturelle et technique.
- Herault, G. (1983). *Atlas des langues kwa de Côte d'Ivoire*. Institut de linguistique appliquée.
- Houis, M. (1980). Propositions pour une typologie des langues négro-africaines. *Afrique et Langage Paris*, (13), pp. 5-46.
- Pierre, J. (2007). *La langue au cœur du numérique : les enjeux culturels des technologies de la langue*. Délégation générale à la langue française et aux langues de France.
- Kouadio, N. J. (1977). *L'enseignement du français en milieu baoulé, problèmes des interférences linguistiques et socioculturelles*, [thèse de 3<sup>ème</sup> cycle]. Université de Grenoble 3.
- Kouadio, N. J. (1979). Emprunts, créations lexicales et communication dans les émissions radiophoniques : cas des nouvelles en baoulé. *Cahiers Ivoiriens de Recherches Linguistiques*, 5, pp. 107-116.
- Kouadio, N. J. (1997). La situation linguistique de la Côte d'Ivoire ». *Diagonales*, 26, pp. 42-44.
- Kouadio, P. A. K. (2013). De la linguistique descriptive à la linguistique appliquée en Côte d'Ivoire : analyse et propositions. *Revue des Études de la Langue Française*, 5(1), pp. 37-46.
- Kouamé, K. J. M. (2012). Portrait des répertoires verbaux d'élèves en Côte d'Ivoire. *Revue Africaine d'Anthropologie Nyansa-Pô*, (13), pp. 79-95.
- Kouamé, K. J. M. (2013). Les classes ivoiriennes entre monolinguisme de principe et plurilinguisme de fait. *Éducatons plurilingues : l'aire francophone entre héritages et innovations*, 167-179.
- Kouamé, K. J. M. (2014). La langue française : Quel enseignement aujourd'hui ? *Revue de littérature et d'esthétique négro-africaines*, pp. 25-34.
- Kouassi, K.S. (2015). *Les influences du français dans les discours en langues ivoiriennes. Les cas de l'agni, du baoulé et du dioula*. [Thèse unique de Doctorat] Université de Félix Houphouët Boigny de Cocody, 2015, 315p.
- Kouassi, K. S. (2017). Les locuteurs des langues ivoiriennes face au défi de communication intergénérationnelle : le cas des animateurs baoulé de l'émission « les nouvelles du pays ». *La revue Songuiré no.1*, 8.
- Kouassi, K. S. (2018). L'insertion du verbe français dans le discours baoulé: norme, stratégies discursives et impacts. Actes du 2<sup>ème</sup> colloque international du Laboratoire de Description, de Didactique et de Dynamique des Langues en Côte d'Ivoire (L3DL-CI) : « Le verbe dans tous les sens » série spéciale, *Revue du centre de recherche et*

- d'études en littérature et sciences du langage*, Université Félix Houphouët-Boigny, UFR Langues, Littératures et Civilisations.
- Kouassi, K. S. (2020). Les enjeux de la documentation des langues ivoiriennes. *Ziglôbitha, Revue des Arts, Linguistique, Littérature & Civilisations*, 21-34.
- Kunsten, M. A. (2002). « Le statut de là en français abidjanais », in *Romansk Forum*, n°16, pp. 553-559.
- Lafage, S. (2002). *Le lexique français de Côte d'Ivoire. Appropriation et créativité, Le français en Afrique, 16 et 17, Nice/CNRS, tomes 1 et 2*. Consultable en ligne sur : <http://www.unice.fr/ILF-CNRS/ofcaf/16/16.html>.
- Marchese, L. (1983). *Atlas linguistique Kru*. Essai de typologie.
- Mensah, E. et TCHAGBALE, Z. (1983). *Atlas linguistique des langues Gour*. Université d'Abidjan : Institut de Linguistique Appliquée.
- Robinson, C. (1998). Planning for sustainability: A preliminary overview. *Notes on Sociolinguistics*, 3(3), 143-151.
- Somé, M. Z. (2009). Les langues africaines et les TIC. *Revue électronique internationale de sciences du langage Sudlangues*, (12), 86-103
- Timyan, J., et LOUCOU, J. N. (2003). *Dictionnaire baoulé-français*. Abidjan : Nouvelles Éditions ivoiriennes.